

Le conseil national du PSU

unité populaire et internationalisme

Le manque d'habitude à traiter les problèmes internationaux dans leur ensemble et dans leur complexité évidente, l'habitude bien ancrée de laisser à des « spécialistes » le soin d'en débattre, tout cela laissait augurer un conseil national risquant de ne guère passionner le parti et même les délégués. Certaines fédérations n'envisageaient-elles pas de ne pas envoyer de délégués ? On avait trop à faire sur le terrain. Bref il flottait dans l'air une certaine inquiétude de faire un conseil à côté des préoccupations de la base...

* Le conseil commença dans cette atmosphère incertaine : viendraient-ils ou ne viendraient-ils pas ? Le premier appel des fédérations laissait apparaître quelques trous ; de plus, la camionnette de Syros n'avait pas amené les cartons de chaque fédération . Bref une certaine confusion.

Pendant ce temps M. Mousel présentait le rapport d'activité de la Direction politique nationale, rapport indispensable en pareille circonstance. Pour la première fois depuis longtemps, les délégués avaient eu le loisir de le lire bien avant, il ne restait plus qu'à compléter et à actualiser : les Mini-LIP, le syndicat de soldats, etc. Tout cela pouvait laisser prévoir un rapport pas trop long. Ce ne fut pas exactement le cas. Il est juste de dire que les délégués attendaient aussi des précisions sur la vie du parti, les difficultés rencontrées dans sa réaffirmation sur le champ politique, sur sa véritable orientation, sur l'unité populaire, sur ses rapports réels — et non supposés — avec les autres organisations de gauche et d'extrême gauche. Tout cela fut réprécisé. C'était nécessaire et le rapport fut massivement approuvé.

Allait-on maintenant commencer le débat international ? Non pas encore ! Les délégués de la Haute-Marne lors d'une communication spéciale annonçaient la création d'un syndicat de soldats dans une caserne de Chaumont. Des camarades ont été arrêtés et interrogés par la police. Mais le syndicat est créé sur des bases de masse. C'est bien parti. La salle est enthousiaste. Là comme ailleurs, Besançon a ouvert la voie.

L'heure de discuter les textes est sonnée. Le Ménestrel présente le texte pour le communisme autogestionnaire, insistant sur

la nécessité d'une analyse approfondie de l'URSS et de la Chine. B. Ravenel présente le texte du Bureau national en précisant la démarche progressive adoptée pour permettre aux militants de participer au mieux au débat.



Pour la première fois depuis 15 ans, le parti allait enfin débattre sur une stratégie internationale comme l'exige la situation internationale où en Europe du Sud — dont nous faisons partie — la révolution socialiste devient à l'ordre du jour. Mais cela ne signifiait pas que la construction d'une Internationale était aussi à l'ordre du jour ; une étude concrète de la situation politique montrait l'impossibilité de l'envisager aujourd'hui.

Europe du Sud

L'actualité imposait de fixer une orientation pour notre intervention en Europe du Sud : il s'agit de préciser la nature des relations — nécessaires — avec les organisations révolutionnaires elles mêmes nombreuses et très diverses, en même temps qu'avec les organisations hégémoniques dans le mouvement ouvrier, PC et PS, soumises elles-mêmes à des interrogations stratégiques et tactiques qui ne peuvent nous laisser indifférents.



En réalité le débat était bien là : comment apprécier aujourd'hui le problème des relations internationales des travailleurs et de leurs organisations dans une situation où l'internationalisation du capital impose de répliquer au même niveau ?

Finalement le travail se répartit en trois commissions : la première analysant la situation internationale, la politique des blocs etc, la deuxième se penchant doctement sur les bases de l'internationalisme, la troisième sur les tâches internationales du parti. Une quatrième fut organisée pour débattre des autres initiatives du parti, en particulier les Etats généraux de l'autogestion.

La commission 2 ne peut rester unie, elle se divise pour partir de textes différents, créant

un climat plus tendu, plus serré. De chaque côté on fut donc obligé d'approfondir, de cerner au mieux les divergences, les vraies et non les fausses.

La commission 3, discutant des tâches internationales du parti se subdivisa en réalité. Il parut vite que le problème était celui du Moyen-Orient. Deux textes contradictoires seront présentés en assemblée.

Il fallait alors revenir en assemblée générale, plus ou moins frais, le lendemain matin.

deux thèses

Passons sur le côté laborieux de la lecture des textes adoptés — reflet d'un travail encore laborieux des secrétaires ! — pour ne nous en tenir qu'aux deux points qui firent débat : celui de la nécessité de l'organisation internationale et celui du Moyen-Orient.

Pour le premier point, les deux thèses furent clairement présentées : d'un côté, dans le texte défendu par Y. Craipeau, on insistait sur la nécessité d'établir une opération stratégique permanente avec les forces qui nous sont proches, impliquant une forme souple d'associations. De l'autre M. Mousel, tout en ne récusant pas la coopération avec les organisations révolutionnaires, précisait la nécessité de réfléchir aussi sur le prolongement international de la stratégie d'une unité populaire et des conséquences à en tirer.

Le vote par mandat s'imposait : il fut net en faveur du texte du BN modifié et sensiblement enrichi et approfondi par la commission : 254 contre 91...

Le débat sur le Moyen-Orient fut aussi sérieux. Il était normal qu'il le fût dans la mesure où la définition précise de notre position sur la question palestinienne, incluant la reconnaissance du fait national israélien, pouvait laisser croire à certains délégués que le soutien à la lutte du peuple palestinien et à l'OLP pouvait, d'une manière ou d'une autre, être remis en cause.

En réalité, la solidarité avec l'OLP fut réaffirmée pleinement, la volonté des délégués étant de préciser les conditions permettant selon eux un plein épanouissement de la lutte des classes dans cette région, en particulier en Israël contre l'Etat sioniste.

Il restait à expliquer la démarche du parti pour l'Europe du Sud, permettant à la fois un débat avec les révolutionnaires — à l'occasion du congrès du PDUP — et une confrontation avec le plus grand nombre des forces de

mouvement ouvrier de cette région. La proposition de la commission fut finalement votée à l'unanimité.

Ne restait plus que le vote d'ensemble sur le texte complet pratiquement adopté. Une Internationale, celle-ci totalement justifiée en la circonstance, réunissait enfin la totalité des délégués, fatigués, mais ayant nettement conscience que leur parti avait fait une avancée très nette dans la définition de sa stratégie générale.

A.T. et B.R. ■

minorités nationales

les mauvais Français

La lutte des minorités nationales ne pouvait pas ne pas être évoquée dans ce Conseil. Elle se situe aussi bien en dehors qu'à l'intérieur de notre hexagone. L'actualité imposait que le problème corse (de même que le problème basque d'ailleurs) prit un reflet particulier. Le responsable fédéral du PSU corse, le

camarade Muratti, a présenté à la fois les événements et l'analyse politique faite par les camarades militants, ainsi que la capacité du PSU à lier intervention et réflexion sur ce secteur très important.

Pour le pouvoir central, c'est-à-dire l'équipe Giscard-Chirac-Ponia, les Basques, les Bretons, les Catalans, les Occitans sont de mauvais Français qui sapent l'unité nationale. Il faut dénoncer une fois pour toutes cette duperie.

C'est l'Etat-bourgeois actuel qui met en péril l'unité française. C'est l'Etat-bourgeois, surtout préoccupé de défendre les intérêts de sa classe, et non ceux des travailleurs, par sa politique de renforcement du centralisme autoritaire, d'accentuation de la répression (vrai visage de la « Concertation. » giscardienne), sa volonté de n'accorder aucune satisfaction à la revendication corse, qui fut, hier le vrai responsable de la naissance du mouvement autonomiste et qui, demain peut-être, obligera les jeunes corses à s'orienter vers une solution désespérée : l'indépendance que personne ne souhaite pour le moment.

Donc il y a très certainement en France de mauvais Français. Mais ce ne sont pas les Basques, les Bretons, les Catalans, les Corses ; ce sont les bourgeois qui nous gouvernent.